

# LOIS

**LOI n° 72-545 du 1<sup>er</sup> juillet 1972 autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, signé à Fort-Lamy le 7 décembre 1970 (1).**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

*Article unique.* — Est autorisée l'approbation de l'accord de coopération en matière de justice entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, signé à Fort-Lamy le 7 décembre 1970, dont le texte est annexé à la présente loi (2).

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1972.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,  
JACQUES CHABAN-DELMAS.

Le ministre des affaires étrangères,  
MAURICE SCHUMANN.

Loi n° 72-545. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 1683 ;  
Rapport de M. Ehm, au nom de la commission des affaires étrangères (n° 1983) ;  
Discussion et adoption le 7 juin 1972.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 251 (1971-1972) ;  
Rapport de M. Martin, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 281 (1971-1972) ;  
Discussion et adoption le 21 juin 1972.

(2) Il sera publié ultérieurement au *Journal officiel*.

**LOI n° 72-546 du 1<sup>er</sup> juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme (1).**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I<sup>er</sup>

*Modifications à la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.*

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse est complété par un cinquième alinéa ainsi conçu :

« Ceux qui, par l'un des moyens énoncés à l'article 23, auront provoqué à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 2.000 F à 300.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Loi n° 72-546. TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Propositions de loi nos 131, 293, 308, 313, 344, 1662 ;  
Rapport et rapport supplémentaire de M. Alain Terrenoire, au nom de la commission des lois, (nos 2357 et 2394) ;  
Discussion et adoption le 7 juin 1972.

Sénat :

Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, n° 249 (1971-1972) ;  
Rapport de M. Mailhe, au nom de la commission des lois, n° 280 (1971-1972) ;  
Discussion et adoption le 22 juin 1972.

Art. 2. — I. — L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 23 de la loi précitée du 29 juillet 1881 est rédigé comme suit :

« Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publiques, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publiques, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet. »

II. — Sont supprimés dans les articles 26, 30 et 32 de la loi précitée du 29 juillet 1881 les mots suivants :

- a) A l'article 26 : « et dans l'article 28 » ;  
b) Aux articles 30 et 32 : « et en l'article 28 ».

Art. 3. — Le deuxième alinéa de l'article 32 de la loi précitée du 29 juillet 1881 est rédigé comme suit :

« La diffamation commise par les mêmes moyens envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 300 F à 300.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Art. 4. — Les alinéas 2 et 3 de l'article 33 de la loi précitée du 29 juillet 1881 sont rédigés comme suit :

« L'injure commise de la même manière envers les particuliers, lorsqu'elle n'aura pas été précédée de provocations, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois et d'une amende de 150 F à 60.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Le maximum de la peine d'emprisonnement sera de six mois et celui de l'amende de 150.000 F si l'injure a été commise, dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. »

Art. 5. — I. — La deuxième phrase du 6<sup>o</sup> de l'article 48 de la loi précitée du 29 juillet 1881 est rédigée comme suit :

« Toutefois, la poursuite pourra être exercée d'office par le ministère public lorsque la diffamation ou l'injure aura été commise envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. »

II. — Il est inséré dans la loi précitée du 29 juillet 1881 un article 48-1 ainsi conçu :

« Art. 48-1. — Toute association, régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, se proposant, par ses statuts, de combattre le racisme, peut exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions prévues par les articles 24 (dernier alinéa), 32 (alinéa 2) et 33 (alinéa 3) de la présente loi.

« Toutefois, quand l'infraction aura été commise envers des personnes considérées individuellement, l'association ne sera recevable dans son action que si elle justifie avoir reçu l'accord de ces personnes. »

TITRE II

*De la répression des discriminations raciales.*

Art. 6. — Il est inséré dans le code pénal un article 187-1 rédigé comme suit :

« Art. 187-1. — Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 3.000 F à 30.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement, tout dépositaire de l'autorité publique ou citoyen chargé d'un ministère de service public qui, à raison de l'origine ou de l'appartenance ou de la non-appartenance d'une personne à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, lui aura refusé sciemment le bénéfice d'un droit auquel elle pouvait prétendre.

« Les mêmes peines sont applicables lorsque les faits auront été commis à l'égard d'une association ou d'une société ou de leurs membres, à raison de l'origine ou de l'appartenance ou de la non-appartenance de ces membres ou d'une partie d'entre eux à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. »

Art. 7. — L'article 416 du code pénal est rédigé comme suit :

« Art. 416. — Seront punis d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 2.000 F à 10.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement :

« 1° Toute personne fournissant ou offrant de fournir un bien ou un service qui, sauf motif légitime, l'aura refusé soit par elle-même, soit par son préposé, à raison de l'origine ou de l'appartenance ou de la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée de celui qui le requiert ou aura soumis son offre à une condition fondée sur l'origine, l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ;

« 2° Toute personne qui, dans les conditions visées au paragraphe 1°, aura refusé un bien ou un service à une association ou à une société ou à un de ses membres, à raison de l'origine ou de l'appartenance ou de la non-appartenance de ces membres ou d'une partie d'entre eux à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ;

« 3° Toute personne, amenée par sa profession ou ses fonctions à employer, pour elle-même ou pour autrui, un ou plusieurs préposés qui, sauf motif légitime, aura refusé d'embaucher ou aura licencié une personne à raison de son origine ou de son appartenance ou de sa non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, ou aura soumis une offre d'emploi à une condition fondée sur l'origine, l'appartenance ou la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

« Le tribunal pourra ordonner que la décision de condamnation sera affichée dans les conditions prévues à l'article 51 et insérée intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il désigne, aux frais du condamné, sans toutefois que ceux-ci puissent dépasser le maximum de l'amende encourue. »

### TITRE III

#### Dispositions diverses.

Art. 8. — Il est inséré au titre préliminaire du code de procédure pénale un article 2-1 ainsi conçu :

« Art. 2-1. — Toute association, régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, se proposant, par ses statuts, de combattre le racisme, peut exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions prévues par les articles 187-1 et 416 du code pénal. »

Art. 9. — Il est inséré, après le 5° de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées, un 6° rédigé comme suit :

« 6° Ou qui, soit provoqueraient à la discrimination, à la haine ou à la violence envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, soit propageraient des idées ou théories tendant à justifier ou encourager cette discrimination, cette haine ou cette violence. »

Art. 10. — Le premier alinéa de l'article 63 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse est rédigé comme suit :

« L'aggravation des peines résultant de la récidive ne sera applicable qu'aux infractions prévues par les articles 24 (alinéa 5), 32 (alinéa 2) et 33 (alinéa 3) de la présente loi. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1972.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,  
JACQUES CHABAN-DELMAS.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
RENÉ PLEVEN.

## DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

### MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGE DE LA DÉFENSE NATIONALE

#### Liste d'admissibilité au concours de l'école polytechnique en 1972 (5<sup>e</sup> série).

Les candidats des centres de Besançon, Dijon, La Flèche, Lille, Nancy, Nantes, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Tours, dont les noms suivent, sont déclarés admissibles ou sous-admissibles au concours d'admission à l'école polytechnique en 1972.

Sont déclarés sous-admissibles pour avoir obtenu aux cinq compositions écrites comptant pour la sous-admissibilité un total de points égal ou supérieur à 345 (majorations comprises) :

Allouche (Jean-Paul), Allouche (Michel), Anache (Bernard), Andrieu (Marie), d'Antin Tournier de Vaillac (José), Arnaud (Christian), Arribert (Hervé), Bardier (Gérard), Bastard (Luc), Berlan (Eugène), Berlemont (Jean-Marc), Bernard (Jean-Marie), Binet (Michel), Boucly (Philippe), Burban (Gilles), Caillerie (Denis), Cailletaud (Georges), Cambier (Philippe), Cappelaere (Bernard), Cartier (Bernard), Casenave-Péré (Philippe), Casier (Jean), Cavantou (Christian), Cavalier (Didier), Chapelle (Pierre), Clavelou (Alain), Coisne (Alain), Collot (Edmont), Combes (Jean-Pierre), Cordier (Patrice), Crépin (Dominique), Crespi (Pierre), David (Christian), David (Jacques), Delcambre (Bertrand), Delmas (Laurent), Deloffre (Jean-Marc), Demilecamps (Louis), Deneux (Thierry), Desprez (Pierre), Devred (Hervé), Diacre (Jean-Louis), Didierlaurent (Alain), Dorison (Alain), Dubois (Daniel), Dubois (Didier), Dupuy (Jean-Marie), Fortin (Denis), Fouvry (Etienne), Garnier (Philippe), Genet (Bernard), Godfrin (Dominique), Goussault (Daniel), Gremillet (Bernard), Guillon (François), Haldenwang (Pierre), Havard (Daniel), Heinzlé (Patrick), Huitema (Christian), Hurand (Patrick), Jacquin (Gérard), Khlif (Moncef), Klein (Olivier), Kuhn (Benoît), Labrande (Jean-Michel), Landoni (Michel), Lasselín (Jean), Lebrun (Marc), Lefebvre (Jean-Michel), Le Gall (Georges), Leloustre (François), Le Pivain (Louis), Leroy (Philippe), Lesaffre (Benoît), Lescaut (Pierre-Henri), Malvaux (Pierre), Manteau (Denis), Mantz (Patrice), Marc (Jean), Marin (Jean-Jude), Mathieu (Michel), Mathieu (Noël), Merdy (Jean), Michel (Xavier), Milovanovitch (Pierre), Molle (Jean-François), Montagné (Jean-Louis), Mosca (Bruno), Muller (Jacques), Narring (Pierre), Nicol (François), Noirel (Jean), Olagnon (Michel), Palazzi (Paul), Parmentier (Yves), Patard (Jean), Perrin (Bernard), Poirier (Philippe), Polack (François), Primaux (Jean-Michel), Ramstein (Philippe), Reutenauer (Christophe), Robert (Dominique), Rojesnel (Claude), Rollet (Alain), Roy (Christian), Sausser (Jean-Marc), Sceaux (Jean-Pierre), Scherrer (Paul), Seret (Jean-Luc), Sermange (Michel), Serra (Yves), Serreault (Jean-Yves), Sorro (Jean-François), Souron (Hugues), Speich (François), Tenenbaum (Gérard), Thiebaut (Daniel), Tribout (Jacques), Vaillant (François), Vansteenkiste (Fabienne), Vellard (Alain), Verger (Daniel), de Vienne (Gilles), Virlogeux (Marc), Voedts (Bernard), Vorreux (Pascal), Voydeville (Dominique), Wachenheim (Michel).

Ces candidats devront répondre à l'appel de la série d'admissibilité qui sera fait le lundi 10 juillet, à 16 h. 30, dans les locaux réservés aux examens oraux du premier degré, 23, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, Paris (5<sup>e</sup>).

Candidats déclarés admissibles soit à un concours précédent, soit pour avoir obtenu aux cinq compositions écrites comptant pour l'admissibilité un total de point égal ou supérieur à 405 :

Aubry (Michel), Bellouard (Patrick), Buchoud (Jean-Pierre), Charpentier (Philippe), Cornand (Jean-Pierre), d'Annunzio (Dario), Diou (Jean-Paul), Duée (Claude), Ganne (Jean-Pierre), Huet (Alain), Lemaître (Pierre), Noël (Renaud), Seguinéau (Jean-Marc), Simon (Bernard), Unternaehrer (Gérard), Vandamme (Marc-Noël).

Ces candidats devront répondre à l'appel de la série d'admission qui sera fait le mercredi 19 juillet 1972, à 8 heures, lors de la séance de dessin et arts plastiques, dans les locaux réservés aux examens du premier degré, 23, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, Paris (5<sup>e</sup>).

### MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGE DES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

#### Décret portant nomination d'un administrateur de la Société immobilière et de crédit de la Nouvelle-Calédonie.

Par décret en date du 22 juin 1972, M. Eyrin (Jean), inspecteur du travail et des lois sociales de la Nouvelle-Calédonie, est nommé, en qualité de représentant du ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, administrateur de la Société immobilière et de crédit de la Nouvelle-Calédonie, en remplacement de M. Costa (Joseph).